

**LA DIRECTION DE LA LCR FAIT SON TRI : ELLE VEUT
MAINTENANT EXCLURE *TOUS* LES MILITANTS CRI DU NPA !
*ELLE A ADRESSÉ LE 8 JUILLET À SES MILITANTS
UNE CIRCULAIRE INTERNE EN CE SENS !*
COMMENT CONSTRUIRE UN NPA DÉMOCRATIQUE ET
PLURALISTE
EN COMMENÇANT PAR EXCLURE UNE DE SES COMPOSANTES ?**

Interpellée lors la réunion nationale des comités NPA et dans les jours suivants, la direction de la LCR avait d'abord prétendu que l'exclusion de deux dirigeants du Groupe CRI du comité NPA de Paris 5^e-13^e était une affaire locale. Puis, lors de la commission de la réunion nationale consacrée à l'organisation du processus NPA, Pierre-François Grond, l'un des principaux dirigeants de la LCR, s'était engagé à transmettre la demande de recours des militants exclus au Comité national d'animation. Cependant, en raison de la campagne nationale du Groupe CRI pour la réintégration de ses militants, les protestations individuelles ou collectives contre cette exclusion mettant en cause le cadre même du NPA se multipliaient... Il n'était donc pas possible, pour la direction de la LCR, de continuer à minimiser l'affaire ou de faire des réponses dilatoires. Or, au lieu de trouver une issue raisonnable à la crise, la direction de la LCR décide finalement une fuite en avant.

La direction de la LCR envoie à tous ses militants une circulaire interne visant à exclure le CRI

Elle a en effet adressé à tous ses militants, le 8 juillet, un “ *argumentaire [sic] expliquant pourquoi la LCR considère que les conditions ne sont pas réunies pour que le CRI soit partie prenante du processus* ” NPA. Et cette circulaire interne se conclut de la façon suivante : “ *Les militants du groupe CRI ont parfaitement le droit de s'opposer au projet politique de la LCR et du NPA. Mais il faut qu'ils le fassent en dehors.* ” Les choses sont donc claires : l'exclusion de deux dirigeants du Groupe CRI du comité NPA de Paris 5^e-13^e n'était pas une affaire locale, mais bien la première étape d'une opération politique visant à exclure tous les militants CRI...

D'un côté donc la direction de la LCR affirme partout publiquement qu'elle veut se dissoudre pour construire un nouveau parti “ anticapitaliste, démocratique et pluraliste ”, regroupant “ tous les anticapitalistes et révolutionnaires ”, reposant sur la “ transparence ”, reconnaissant le “ droit de tendances et de courants publics ”... mais d'un autre côté elle envoie en interne à ses militants des consignes et des “ arguments ” pour se débarrasser d'une composante du processus NPA, qui y participe depuis le début ! Bien consciente de cette contradiction entre ce qu'elle prétend vouloir faire et ce qu'elle fait, la direction de la LCR accompagne sa circulaire interne de la précision suivante : “ *Il est inutile de diffuser cette note dans les comités qui ne sont pas au courant de cette affaire et où la question n'est pas soulevée.* ” Vous avez dit “ transparence ”¹ ?

Bien sûr, le Groupe CRI est un petit groupe qui ne pèse pas lourd face à la machine nationale de la LCR, avec son Bureau politique, ses 3 000 militants organisés, ses moyens matériels et de communication, son accès aux médias... : la victoire de cette offensive de la direction LCR contre le Groupe CRI ne serait pas très glorieuse ! Mais précisément, pourquoi la direction de la LCR, hégémonique dans un processus NPA qui compte selon elle 8 à 9 000 participants, éprouve-t-elle le besoin de mettre en œuvre tout un dispositif fractionnel pour exclure un petit groupe capable d'intervenir dans une poignée de comités seulement ? — Pour que chacun puisse se faire sa propre opinion, partons des faits, des actes et des textes...

La direction de la LCR est incapable d'invoquer la moindre faute concrète pour justifier une exclusion

Or le premier fait marquant est que, dans son “ argumentaire ”, la direction LCR n'est en fait pas en mesure de reprocher la moindre faute aux militants CRI intervenant dans le NPA, c'est-à-dire le moindre acte caractérisé qui justifierait sérieusement une exclusion. Pourtant, nul doute que, s'il y en avait eu, elle les aurait dénoncés !

¹ Cette circulaire et le courrier qui l'accompagne doivent être connus de tous : ils sont désormais publiés, comme tous les autres documents relatifs à l'exclusion des militants CRI du processus NPA, sur notre site <http://groupecri.free.fr>

À l'encontre de la justice la plus élémentaire, la LCR voudrait-elle instaurer le principe de la sanction non seulement sans recours (dont elle a refusé le principe même lors de la réunion nationale), mais en outre sans crime, sans délit et sans infraction ?

Dès lors, toute son “ argumentation ” se réduit à l'affirmation péremptoire que le “ projet du CRI ” serait “ incompatible avec le NPA ”. Autrement dit, la direction de la LCR, qui parle officiellement de “ processus ouvert ”, de “ parti en construction ”, etc., se permet en fait de décider quels sont les projets qui seraient “ compatibles ” avec le NPA ! Mais *ce n'est pas à la direction de la LCR de décider à l'avance si le projet d'un parti prolétarien révolutionnaire, proposé par le Groupe CRI, est compatible ou non avec le NPA* : c'est et ce sera aux participants au processus de décider ensemble, après discussion, au moment du congrès de fondation, ce que sera et ce que ne sera pas ce nouveau parti ! À moins qu'il soit déjà décidé par en haut que le NPA doive être une LCR élargie, avec les mêmes orientations et les mêmes méthodes ?

Quant à l'“ argument ” selon lequel “ *les agissements de micro-secte peuvent être destructeurs, dégoûter et démoraliser des camarades, voire casser des comités* ”, il est d'une incroyable mauvaise foi ! Comment les idées communistes et révolutionnaires ouvertement défendues par les militants CRI dans le cadre des réunions NPA et de leur ordre du jour, leur volonté d'un programme révolutionnaire le plus avancé possible pour le NPA, leur dénonciation des directions syndicales collaboratrices du MEDEF et du gouvernement, qui brisent les luttes des travailleurs les unes après les autres... pourraient-elles “ dégoûter et démoraliser ” les participants au processus NPA, qui pour la plupart veulent sincèrement combattre le capitalisme, réfléchir collectivement à une alternative historique, aider efficacement les luttes des travailleurs et des jeunes ? De fait, à l'exception du comité NPA de Paris 5^e-13^e, la participation des autres militants CRI, depuis trois ou quatre mois, à des comités NPA réellement pluralistes, n'a pas suscité de plaintes : au contraire, plusieurs militants CRI ont été choisis comme délégués par leur comité pour la réunion nationale. Par contre, dans le comité NPA de Paris 5^e-13^e, la décision d'exclure deux militants CRI, reposant non sur la dénonciation de quelconques fautes concrètes, mais uniquement sur des procès d'intention et des délits d'opinion et de style, a été prise *par la LCR*, certes flanquée d'un bureaucrate syndical et d'une réformiste avérée furieux que le CRI ose dénoncer les directions syndicales... *alors que les rares “ indépendants ” de ce comité (non organisés hors NPA) ont voté contre ou se sont abstenus !*

En fait, n'est-ce pas la direction de la LCR qui, en décidant d'exclure bureaucratiquement, sans pouvoir invoquer la moindre faute, les militants CRI du processus NPA, va “ dégoûter et démoraliser ” de nombreux participants qui avaient cru jusqu'à présent (comme les militants CRI) à la possibilité de construire réellement un nouveau parti anticapitaliste, démocratique et pluraliste ?

La principale raison invoquée par la direction de la LCR est que... le CRI la critique !

Le principal grief qui nous est adressé par la direction de la LCR, et en fait le seul réellement étayé dans sa circulaire interne, est que... le Groupe CRI la critique sévèrement depuis des années ! La direction de la LCR prétend même révéler un scoop à ses militants (dont la plupart n'a pourtant pas attendu sa missive pour s'intéresser aux autres organisations trotskystes, même petites !) en brandissant la caractérisation politique que nous faisons de la LCR... et que nous n'avons JAMAIS cachée (ni avant, ni depuis le lancement du processus NPA) ! Au demeurant, faut-il rappeler que la direction de la LCR n'a jamais essayé de nous convaincre que nous nous trompions éventuellement, malgré les multiples lettres et demandes de rencontre que nous lui avons adressées depuis juillet pour ouvrir la discussion avec elle, bien avant que ne soient lancés les comités NPA ?...

Notre crime impardonnable est donc de caractériser la LCR comme une organisation “ centriste de droite cristallisée ”. Et alors ? Quand on prétend comme elle vouloir construire “ *une nouvelle force politique qui renoue avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier* ”, on ne peut ignorer que, parmi ces “ meilleures traditions ”, il y a les immenses et très véhémentes discussions qui ont nourri les analyses et orientations des grandes organisations historiques du prolétariat, par exemple celles de la IIe Internationale entre Kautsky et Bernstein, entre Luxembourg et Kautsky, entre les marxistes et les jaouressistes dans la SFIO (il y eut dans tous

ces cas une majorité et une minorité, mais aucun des protagonistes ne fut exclu !), entre les bocheviks et les mencheviks dans le POSDR réunifié après 1905, où ils constituaient deux fractions, entre les bolcheviks eux-mêmes jusqu'à l'interdiction des fractions au Xe congrès de mars 1921, puis de nouveau avec la constitution de l'Opposition de gauche à la fin de 1923, dirigée par Trotsky, jusqu'au triomphe de Staline... Ce sont la social-démocratie définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois en 1914, et le stalinisme contre-révolutionnaire liquidant physiquement les autres courants du mouvement ouvrier, qui ont brisé ces "meilleures traditions" de discussions, incluant des polémiques titanesques ! De ce point de vue, quand on la compare à ce que se disaient les protagonistes de celles-ci au sein de la même organisation, notre caractérisation de la LCR comme "centriste droitier cristallisée" est plus proche de l'eau de rose que de la vodka !

Qu'entendons-nous par "centrisme droitier cristallisé" ?

En tout cas, il ne s'agit évidemment pas d'une insulte (contrairement à ce que prétend la circulaire, nous n'utilisons aucun "nom d'oiseau"), mais de la *caractérisation politique d'une organisation du mouvement ouvrier*. La direction de la LCR a tout à fait le droit de ne pas approuver cette caractérisation, voire de s'en vexer si elle se croit révolutionnaire ! Mais elle devrait savoir que, dans les organisations démocratiques du mouvement ouvrier, contrairement aux organisations bureaucratiques et notamment staliniennes, la *caractérisation politique des positions des uns et des autres, même sévère, n'est pas et ne doit pas être motif d'exclusion*, car cela relève de la libre discussion et n'a rien à voir avec une quelconque violation des règles démocratiques ! D'ailleurs, la LCR caractérise quant à elle le CRI comme une "secte" politique et, même si elle ne daigne pas, contrairement à nous, avancer le moindre argument sérieux à l'appui de ses dires, nous ne contestons pas son droit de le penser et de le dire... Même si c'est d'ailleurs contraire à ce que pensent du CRI la grande majorité de celles et ceux qui le connaissent... y compris le responsable de la LCR de Paris 5^e-13^e qui a pourtant piloté avec une hargne incroyable l'exclusion de nos camarades, mais n'en a pas moins reconnu que nous avons bien "un milieu" autour de nous et que nous savons intervenir dans les masses, dans les mouvements, dans les AG²...

Par "centrisme", nous désignons, comme Lénine et Trotsky, l'orientation d'une organisation du mouvement ouvrier qui n'est pas révolutionnaire, mais qui n'est pas non plus réformiste au sens de la trahison ouverte permanente qui caractérisait les directions social-démocrates et staliniennes du mouvement ouvrier au XX^e siècle (pour ne pas parler de leurs héritiers aux petits pieds d'aujourd'hui, les Buffet, Thibault, Mailly et autres Aschieri). Jusqu'à présent en effet, la direction de la LCR oscille à notre avis en permanence, selon les moments, selon les articles, selon les tracts, entre d'une part des références révolutionnaires, un discours anticapitaliste plus ou moins radical, la perspective de la grève générale, etc., et d'autre part une ligne d'électorisme réformiste et un comportement de flanc-garde des directions réellement réformistes du mouvement ouvrier. Nos analyses sont sans doute discutables, mais nous les avons faites sérieusement, sur la base des faits, des actes et des textes, dans de très nombreux articles depuis plus de cinq ans (cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=LCR> et <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=extr√™me-gauche>)

En outre, par "centrisme droitier", nous voulons dire que le centrisme tend non vers la gauche (centrisme progressiste, comme celui du POUM espagnol après sa rupture avec le stalinisme), mais vers le réformisme (la "droite" du mouvement ouvrier).

Enfin, par "centrisme cristallisé", nous voulons dire que des oscillations caractéristiques du centrisme en général ne se dégagent pas une véritable évolution conduisant à trancher entre réformisme et révolution ; mais on assiste plutôt à une politique qui tourne en rond pendant des années, au prix d'une routine et d'une stagnation évidentes (alors que le centrisme d'un Kautsky pendant la Première Guerre mondiale était éphémère, débouchant d'ailleurs finalement sur le réformisme — tandis que l'évolution du POUM n'a pas pu aller à son terme, puisqu'il a été liquidé conjointement par les staliniens et les fascistes).

² Cf. le compte-rendu de la rencontre Groupe CRI/LCR 5^e-13^e du 30 mai 2008, préliminaire à l'exclusion locale de nos militants, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=517>

Nous parlons également du “ micro-appareil ” de la LCR pour désigner la position sociale d’une partie de ses dirigeants et cadres qui participent aux appareils syndicaux, non parce qu’ils défendraient des positions révolutionnaires et auraient *sur cette base* gagné la confiance d’une majorité d’adhérents, mais au contraire parce qu’ils ont renoncé depuis longtemps à défendre des positions révolutionnaires dans les syndicats et accepté sur cette base des “ accords ” avec les authentiques réformistes. C’est le cas dans différents syndicats, mais l’exemple le plus frappant (quand on connaît le poids des enseignants dans la LCR) est celui de la FSU, la principale fédération de fonctionnaires du pays, dirigée par un appareil bureaucratique issu du stalinisme ; en effet, *des responsables nationaux et cadres de la LCR co-dirigent directement cette fédération et ses syndicats à tous les niveaux, à travers la tendance École émancipée* — et malgré l’opposition interne pour le moment impuissante d’un certain nombre de militants révolutionnaires de la LCR, y compris quelques dirigeants.

Quant aux méthodes “ bureaucratiques ” dont nous parlons, nous n’avons pas besoin de faire un dessin : par sa circulaire appelant à notre exclusion, la direction de la LCR montre elle-même à quel point elle y est rompue !

Pour toutes ces raisons, nous avons donc, en effet, écrit explicitement que nous n’avons “ aucune illusion ” à l’égard de la direction de la LCR en tant que telle. Mais là encore : et alors ? *Quand elle a lancé le projet de NPA, la LCR n’a pas mis comme condition pour y participer qu’il faille avoir des illusions à son égard !* Elle n’a pas mis comme condition qu’il ne faille pas la considérer comme centriste droitière ! Elle n’a pas exigé que l’on s’incline à ses pieds en lui décernant des palmes académiques de la révolution !

Au contraire, elle a annoncé qu’elle comptait se dissoudre. Elle a prétendu qu’elle voulait rassembler largement tous les anticapitalistes et les révolutionnaires, “ dépasser les vieilles querelles ” et voir si et comment il était possible d’avancer collectivement vers un nouveau parti... Dès lors, il est inadmissible que, près d’un an après que le Groupe CRI eut déclaré son accord avec le projet et quatre mois après le lancement des comités, la direction de la LCR lui interdise soudain le droit de continuer à participer à ce processus... sous prétexte qu’il a osé critiquer jusqu’à présent une organisation de toute façon appelée à disparaître !

Par contre, quand c’est Clémentine Autain qui critique la LCR... elle est conviée à rejoindre le NPA !

Mais l’interdiction de la critiquer que la direction de la LCR voudrait imposer est en fait à géométrie variable : quand Clémentine Autain, la médiatique ex-adjointe au maire de Paris, Bertrand Delanoë (et qui a soutenu sa liste en mars dernier), commet avec quelques autres petits bourgeois réformistes bon teint une tribune dans *Le Monde* où elle critique elle aussi (quoique par la droite) le projet de la LCR, allant jusqu’à mettre en doute sa “ sincérité ”... la direction de la LCR lui répond immédiatement (dans *Le Monde* du 7 juin), non seulement en acceptant de débattre avec elle, mais en outre en lui proposant de “ *participer au processus* ” et en l’invitant comme “ personnalité ” à la réunion nationale, bref en lui déployant le tapis rose. Nous n’en demandons pas tant, mais force est de constater que c’est deux poids, deux mesures ! Certes, Clémentine Autain n’a pas commis le crime de caractériser la LCR comme “ centriste droitière cristallisée ”... Mais les militants CRI, eux, n’ont pas été adjoints au maire de Paris de 2001 à 2008, ils ne sont pas à ce titre co-responsables de la politique bourgeoise menée par ce possible futur chef du PS ! *Du point de vue de l’anticapitalisme, qu’est-ce qui est plus grave ?*

Or nous en arrivons là à l’un des problèmes politiques de fond dont nous aurions justement voulu discuter démocratiquement dans le cadre du processus NPA et dont il faudra bien de toute façon discuter : dans le “ projet ” de la LCR pour le NPA, qu’en est-il de l’indépendance par rapport aux institutions ? La question se pose car, selon l’appel du congrès de la LCR, il s’agit de construire “ *un parti en rupture avec le capitalisme et les institutions de la classe dominante* ”, mais dans l’appel issu de la réunion nationale des 28-29 juin, cette idée n’apparaît plus... Or, entretemps, justement dans sa tribune du *Monde* le 7 juin où elle répond à Clémentine Autain et ses amis, la direction de la LCR tente de les convaincre de venir au NPA en leur donnant des “ gages ” politiques et en soulignant tout particulièrement que “ *la LCR (est) prête à soutenir une expérience gouvernementale qui inverserait le cours néolibéral des politiques dans la perspective d’une sortie du capitalisme* ” ! Autrement dit, la direction de la LCR, qui proteste avec indignation quand on la qualifie

d'opportuniste, reconnaît pourtant qu'elle est prête à soutenir un gouvernement qui accepterait le cadre de l'État bourgeois et mènerait par exemple une politique néo-keynésienne, donc parfaitement capitaliste, tout en promettant de sortir du capitalisme... plus tard (" perspective " des calendes grecques ?)...

Un débat de fond : peut-on “ sortir du capitalisme ” sans sortir des institutions bourgeoises ?

Pourtant, faut-il rappeler l'expérience du gouvernement PS-PCF de 1981 en France, dont le programme affichait exactement cette orientation, quoique en plus radical (cf. le programme commun de la gauche des années 1970) ? Faut-il rappeler l'“ expérience ” en cours du gouvernement de Lula au Brésil, élu sur un programme “ anti-libéral ” depuis 2003, appliquant en fait (c'est inévitable quand on refuse de rompre immédiatement avec le capitalisme) une politique néolibérale dictée par les capitalistes et les propriétaires fonciers... et auquel un dirigeant de ce qui était à l'époque la section-sœur de la LCR au Brésil a justement pu participer pendant des années sans être exclu de la “ IVe Internationale-Secrétariat Unifié ” et sans que la LCR le dénonce une seule fois publiquement ? Faut-il rappeler l'expérience du Parti de la Refondation Communiste au PRC, issu du stalinisme, et où la section-sœur de la LCR, Sinistra Critica, constituait une fraction ? Le PRC a accepté de soutenir le premier gouvernement de “ centre-gauche ” de Prodi, avant de participer directement au second, alors que la prétendue “ inversion du cours néolibéral ” qui était promise aux travailleurs s'est bien vite confirmée être une totale supercherie ; et cela n'a pas empêché les parlementaires de Sinistra Critica d'apporter leur “ soutien critique ”, mais soutien quand même, à ce gouvernement Prodi, capitaliste et néolibéral, pendant la plus grande partie de son existence (votes des budgets, y compris le budget militaire finançant l'intervention de l'impérialisme italien en Afghanistan, et de la plupart des lois).

Serait-ce donc pour éviter certaines discussions de fond que la direction LCR veut exclure le Groupe CRI du processus NPA en invoquant elle-même comme principal “ argument ” les critiques dont elle fait l'objet de sa part ? En tout cas, il est vraiment paradoxal qu'une organisation nationale de cette importance, lançant un projet ouvert de construction d'un nouveau parti et venant de réussir globalement (quoique avec des méthodes contestables³) la première réunion nationale des comités NPA... craigne tellement un groupe aussi petit ! Une direction qui voudrait réellement regrouper “ tous les anticapitalistes et révolutionnaires ” et qui aurait confiance dans ses propres idées devrait se dire qu'elle n'aurait pas de mal soit à convaincre progressivement les militants des petits groupes, soit à les laisser s'isoler eux-mêmes dans leurs comités NPA, face à la puissance de ses propres idées démocratiquement défendues...

Cependant, il est peu probable que, en excluant des révolutionnaires et en faisant tous ses efforts pour convaincre des petits bourgeois occupant des postes exécutifs dans les institutions de la bourgeoisie, la direction de la LCR puisse empêcher les discussions de fond. D'une part, il y a de nombreux militants révolutionnaires dans la LCR. D'autre part, la direction a beau se permettre d'identifier en interne (évidemment pas dans ses discours officiels !) la LCR et le NPA (“ les militants du groupe CRI ont parfaitement le droit de s'opposer au projet politique de la LCR et du NPA ”, lit-on dans sa circulaire intérieure)... il n'est pas sûr qu'elle puisse empêcher le NPA d'être réellement plus ouvert que la LCR ! C'est justement parce que nous avons, malgré nos différences politiques avec elle, considéré comme responsable et audacieux son pari officiel d'ouvrir une discussion large et pluraliste entre anticapitalistes et révolutionnaires, que nous y avons répondu (et nous sommes même la première organisation à y avoir répondu, dès le 18 juillet 2007). Nous avons cru qu'il serait possible de faire avancer les idées révolutionnaires et de se battre politiquement, loyalement, pour que le NPA soit un parti révolutionnaire et ait un programme le plus avancé possible...

La LCR accuse le CRI de faire de l'“ entrisme ”... en insinuant malhonnêtement qu'il serait lambertiste

Le fait est que la direction de la LCR ne peut pas nous reprocher de n'avoir pas été loyaux : faute de pouvoir nous accuser sérieusement de quelque faute que ce soit, elle se contente... de citer nos textes publics, largement diffusés ! Elle sait que nous avons, depuis le début, joué cartes sur tables — exactement comme nous le faisons par principe pour toutes nos activités, même si cela agace les réformistes et centristes cristallisés de tout poil.

³ Cf. sur ce point la contribution du CRI suite à la réunion nationale des 28-29 juin, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=522>

En effet, nous n'avons jamais caché, mais toujours défendu ouvertement, nos positions, nos méthodes, notre volonté de nous battre pour construire le NPA en y faisant avancer nos idées et si possible en y constituant avec d'autres, après sa fondation, un courant communiste révolutionnaire.

Or c'est cela que la direction de la LCR appelle "faire de l'entrisme" ! C'est tout de même incroyable ! La LCR prétend "ouvrir" un processus, mais voudrait interdire à certains groupes le droit d'y participer ? La LCR ne se dissout pas (continuant d'intervenir en fraction, comme le prouve justement sa circulaire intérieure)... et elle voudrait imposer à une organisation partie prenante qu'elle se dissolve avant le congrès de fondation, alors que nul ne sait encore ce que donnera la discussion à peine commencée ? La LCR, ainsi que la Fraction de LO, la GR, la Gauche alternative, etc., auraient le droit de défendre leurs idées dans le cadre de cette discussion, et donc d'en convaincre des participants aux comités... mais le Groupe CRI n'en aurait pas le droit ? *Aucun participant au processus NPA ne peut accepter cette discrimination !*

Pour tenter de rendre crédible sa volonté d'exclusion malgré son manque d'arguments évident, la direction de la LCR prétend établir une différence entre la Fraction de LO et la GR, d'une part, le Groupe CRI, d'autre part, et commence sa circulaire en rappelant que celui-ci vient du PT... Comme nous allons le voir, il s'agit ainsi d'insinuer que sa démarche aurait une quelconque filiation avec l'inadmissible "entrisme" lambertiste ! Une telle "méthode" est-elle honnête intellectuellement et politiquement ?

Il nous faut donc rappeler d'abord que les jeunes fondateurs du Groupe CRI en 2002 (évidemment très minoritaires en son sein aujourd'hui !) ont certes été militants du PT, mais en ont surtout été exclus bureaucratiquement... en raison des idées marxistes et trotskystes qu'ils ont voulu y défendre ! L'ensemble des documents du dossier de cette exclusion sont disponibles et montrent les méthodes utilisées par la direction lambertiste pour justifier celle-ci auprès des militants : faux prétextes, provocations, calomnies et délits d'opinion. Malheureusement, nous ne sommes donc pas sans expérience à cet égard !

De plus, la direction de la LCR tente d'utiliser le caractère politiquement si repoussant du petit bourgeois chauvin Gérard Schivardi en parlant du "PT de Schivardi"... Or, non seulement le candidat à la présidentielle soutenu par le PT n'était absolument pas membre de ce parti quand y étaient encore les futurs fondateurs du CRI, mais surtout la direction de la LCR, qui le sait pourtant pertinemment, se garde bien de rappeler que le Groupe CRI dénonce de façon systématique la politique toujours plus droitrière du PT, jusqu'à son actuelle transformation en parti même plus centriste droitier cristallisé, mais ouvertement réformiste, le POI. Pour le vérifier, le lecteur peut se référer aux articles parus dans presque chaque numéro de notre journal Le CRI des travailleurs (depuis son premier numéro en février 2003, cf. <http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=PT> et [http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=extrTMme-gauche](http://groupecri.free.fr/search.php?keyword=extr%sup%TMe-gauche)) Il pourra constater notamment la dénonciation véhémement que nous avons adressée au choix de présenter Schivardi et à toute sa campagne (cf. notamment <http://groupecri.free.fr/article.php?id=320>), au moment même où, tout en les critiquant, nous faisons campagne pour une candidature anticapitaliste commune de LO et de la LCR !

L'accusation d'"entrisme" utilisée comme arme ultime contre le Groupe CRI par la direction de la LCR pour justifier sa volonté d'exclusion est donc viciée à la racine. Elle repose sur la confusion délibérément entretenue entre l'entrisme trotskyste et l'"entrisme" lambertiste — la direction de la LCR comptant manifestement sur une insuffisance de la formation historique de ses militants les plus récents (et les plus nombreux), dont elle est d'ailleurs responsable. Il nous faut donc rappeler la différence *fondamentale* entre les deux.

L'entrisme trotskyste se fait dans un parti déjà constitué... et n'a rien à voir avec des manœuvres secrètes

L'"entrisme" dans un parti déjà constitué, au sens trotskyste du terme, n'a rien de condamnable du point de vue des principes. Pour Trotsky, certaines circonstances historiques peuvent justifier que les organisations trotskystes (c'est-à-dire communistes révolutionnaires, bolcheviks et anti-staliniennes) constituent dans des partis du mouvement ouvrier (réformistes, staliniens ou centristes) des courants, tendances ou fractions (selon les statuts de ces partis et d'éventuels accords). Mais *la condition globale est que ce soit fait "à drapeau*

déployé ”, c’est-à-dire en défendant ouvertement, dans le cadre de la démocratie ouvrière, les idées trotskystes ! De ce point de vue, si le NPA était déjà constitué et que le Groupe CRI y fit ce qu’il fait actuellement dans le processus constitutif, alors ce pourrait être comparé à de l’“ entrisme ” en ce sens trotskyste, authentique, du terme, et cela ne serait pas condamnable du point de vue des principes. Sauf que, encore une fois, *le NPA n’est pas constitué* et le cas de figure est donc nettement différent : *le Groupe CRI entend défendre publiquement ses idées dans le cadre d’un processus ouvert dont nul ne peut dire aujourd’hui quelles seront les positions qu’il adoptera !* À moins que la direction de la LCR n’exclue tous ceux qui ne partagent pas les siennes ?

L’orientation du Groupe CRI n’a donc évidemment rien à voir avec l’“ entrisme ” lambertiste, consistant tout au contraire à envoyer *secrètement* des militants dans une autre organisation, non pour y défendre leurs idées, mais pour y faire des manœuvres diverses. C’est ce que l’OCI lambertiste a fait dans le PS des années 1970 (cas fameux de Jospin et 300 à 400 autres), mais aussi dans la LCR, non sans succès — et l’on pourrait comprendre de ce point de vue que la direction de la LCR craigne ce genre de comportements... Mais elle sait très bien que le Groupe CRI, quant à lui, joue cartes sur tables ! De fait, si son but avait quelque chose à voir avec la “ méthode ” lambertiste, il n’aurait certainement pas écrit noir sur blanc, à de nombreuses reprises, ce qu’il a décidé de faire à l’égard du processus NPA, non dans une circulaire interne, mais dans sa presse publique !

Enfin, quand on connaît l’histoire de la LCR, on ne peut s’empêcher de sourire face à son actuelle indignation, réelle ou feinte, à l’égard de l’“ entrisme ” : comme ses militants les plus récents ne le savent peut-être pas, il nous faut tout de même rappeler que la LCR est issue historiquement de ce courant majoritaire de la IVe Internationale des années 1950, dirigée par Michel Pablo et Ernest Mandel, qui a justement théorisé et mis en pratique la tactique de l’“ entrisme *sui generis* ”, consistant à envoyer la majorité des trotskystes dans les PC ou les PS... pour y faire du *fractionnisme clandestin* (tout en maintenant de petits groupes autonomes ouvertement trotskystes). Bref, de l’“ entrisme ” lambertiste avant la lettre, justifié en outre par une stratégie qui revenait à capituler devant le stalinisme en expliquant que, à la veille de la “ troisième guerre mondiale ” entre “ le camp stalinien ” et le “ camp impérialiste ”, il fallait se rallier au “ camp stalinien ” non seulement militairement, mais aussi politiquement, pour aider les staliniens à aller plus loin qu’ils ne le voulaient, à l’occasion de cette guerre, dans la “ construction du socialisme ” ! C’est ainsi que les partisans français de la majorité internationale (y compris les plus vieux militants de l’actuelle LCR) entrèrent pour une quinzaine d’années au PCF, à l’UEC et au JC, ou y restèrent après avoir été gagnés au trotskysme — jusqu’à l’exclusion de ce qui allait devenir la JCR, avant la “ naissance ” (ou réapparition publique) de la Ligue communiste en 1969, puis de la LCR en 1974. Or, pour sa part, le Groupe CRI se réclame depuis sa fondation non seulement d’un combat politique contre les actuelles organisations “ centristes cristallisées ”, mais en outre, historiquement, du combat des oppositionnels (regroupés dans le Comité International de la IVe Internationale) qui refusèrent les analyses et orientations de la majorité de la IVe Internationale de l’époque, notamment cette capitulation de l’“ entrisme *sui generis* ” (quelles que soient par ailleurs les limites de la propre orientation de ces oppositionnels et leurs diverses capitulations ultérieures, notamment celles du courant lambertiste, évidentes *dès cette époque*).

En outre, après cette période d’entrisme clandestin, la majorité de la “ IVe Internationale-Secrétariat Unifié ”, dont la LCR est la section française, a constamment préconisé un entrisme à drapeau déployé dans les partis les plus divers, notamment ceux issus du stalinisme, comme en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, etc. (au prix d’ailleurs, généralement, de capitulations programmatiques et stratégiques typiques du centrisme cristallisé). Au Brésil, la section-sœur de la LCR est entrée comme fraction dans le processus constitutif du PT de Lula et y restée comme telle jusqu’à son éclatement en deux, un courant restant dans le PT en soutenant la politique néo-libérale de Lula, l’autre dénonçant celle-ci et allant faire une tendance dans un nouveau parti, construit avec d’autres exclus ou déçus du PT, le PSoL...

Bref, si l’indignation de la LCR contre l’“ entrisme ” est vraiment sincère, non un simple prétexte pour exclure le Groupe CRI, elle n’implique rien de moins, au moment même où elle décide de se dissoudre, qu’une auto-critique générale à la fois de son histoire (notamment celle, fondatrice, des années 1950-1960) et de son présent (la très grande majorité des sections de la “ IVe Internationale ”-Secrétariat Unifié sont aujourd’hui des fractions ou tendances dans un parti plus large !). Mais cela l’obligerait à accepter une démarche réellement

ouverte et démocratique, une discussion collective constructive, sans sectarisme et sans autoproclamation. Cela pourrait conduire notamment à une réflexion collective sur les voies et moyens de refondation et de reconstruction de la IVe Internationale à l'époque actuelle, et notamment d'un courant ou éventuellement plusieurs qui s'en réclament au sein du futur NPA. Si la direction de la LCR n'est pas intéressée par un tel objectif, c'est son droit le plus strict. Mais elle ne saurait interdire à d'autres composantes du processus NPA le droit de le défendre, d'explorer cette possibilité dans le cadre collectif, pluraliste et de toute façon non encore défini du NPA. Car, définitivement, *celui-ci ne lui appartient pas !*

**DIRIGEANTS DE LA LCR, CESSEZ VOTRE FUITE EN AVANT ANTI-DÉMOCRATIQUE,
QUI DISCRÉDITE VOTRE PROPRE PROJET OFFICIEL !**

**HONOREZ VOTRE PARI DE CONSTRUIRE UN NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE,
DÉMOCRATIQUE ET INCLUANT LE DROIT DE TENDANCES PUBLIQUES !**

**MILITANTS DE LA LCR, REFUSEZ DE SUIVRE VOTRE DIRECTION : NE VOTEZ PAS
L'EXCLUSION DE MILITANTS TROTSKYSTES, BATTEZ-VOUS POUR LA RÉINTÉGRATION !**

**MILITANTS OUVRIERS, TRAVAILLEURS, JEUNES RÉVOLTÉS QUI PARTICIPEZ AU PROCESSUS
NPA, CE PARTI SERA CE QUE NOUS EN FERONS COLLECTIVEMENT !**

**COMBATTEZ POUR QUE TRIOMPHE LES PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE :
CONTRE LES EXCLUSIONS POUR DÉLIT D'OPINION RÉVOLUTIONNAIRE,
POUR LE DROIT DE TENDANCES PUBLIQUES !**